

À la recherche de l'Europe sociale

Michel LALLEMENT

Jean-Claude Barbier propose une mise en perspective de la construction européenne, notamment de l'Europe sociale qui, rappelle-t-il, ne constitue pas un véritable contrepoids à l'Europe économique. Cet ouvrage est également une réflexion méthodologique sur les comparaisons et sur le rôle des cultures.

Recensé : Jean-Claude Barbier, *La Longue Marche vers l'Europe sociale*, Paris, PUF, coll. « Le Lien social », 2008, 279 p.

L'Europe est devenue une réalité dont il est difficile d'ignorer l'existence. Qu'elles soient le prétexte à se projeter vers un futur de paix et de solidarité ou, à l'inverse, qu'elles laissent prise aux critiques antibureaucratiques ou antilibérales, les institutions de l'Europe des 27 ont déjà une longue histoire mais aussi un avenir dont personne ne saurait prédire avec certitude les contours exacts. Pour contribuer à la meilleure connaissance de ces institutions et paver à sa façon les voies de demain, Jean-Claude Barbier propose une mise en perspective de la construction européenne depuis les premiers pas de l'après-Seconde Guerre mondiale jusqu'aux jours présents. Son intérêt se focalise plus exactement sur l'Europe sociale. L'auteur constate à maintes reprises – cela ne surprendra pas outre mesure – qu'elle avance à pas autrement plus comptés que l'Europe économique.

Protection sociale et modèles nationaux

Dans cet ouvrage, l'Europe sociale fait référence aux multiples dispositifs que les pays de l'Union européenne ont su inventer de concert pour favoriser la protection des plus démunis, lutter contre les inégalités, agir en faveur d'une plus grande justice sociale, développer l'éducation, etc. Lorsqu'il s'agit d'en rendre compte, des difficultés linguistiques surgissent immédiatement. Derrière des expressions *a priori* semblables d'une langue à l'autre se cachent souvent des significations multiples. Autrement dit, les termes que les hommes politiques, les acteurs sociaux ou les chercheurs ont spontanément tendance à assembler peuvent recouvrir des sens fortement variables d'un pays à l'autre. La *social security* de Beveridge (*security of income up to a minimum*) n'est pas, par exemple, le simple décalque anglo-saxon de la Sécurité sociale à la française à laquelle Pierre Laroque assignait la mission d'assurer à la population des revenus suffisants pour, en toutes circonstances, garantir une subsistance familiale. Pour échapper au piège du rapprochement artificiel, il convient donc de réfléchir sérieusement sur la manière de qualifier, et donc d'étudier, la dimension sociale de l'Europe. Après avoir montré que la « sécurité sociale » ou l'« État-providence » sont de ce point de vue des entrées trop incertaines pour soutenir le travail de comparaison, Jean-Claude Barbier opte finalement pour la notion de « système de protection sociale ». Le terme désigne une « articulation complexe de relations sociales » combinant assurance privée, redistribution fiscale et solidarité familiale.

Jean-Claude Barbier montre qu'historiquement la protection sociale est non seulement étroitement associée à un fort sentiment d'appartenance à une communauté politique nationale mais que, de surcroît, les ressources et les dispositifs utilisés (langue, administration, droit) sont fondamentalement débiteurs des infrastructures nationales. La protection sociale serait-elle condamnée dans ces conditions à ne jamais pouvoir faire fi des frontières instituées ? Bien évidemment, non. Dans une architecture d'ensemble fondamentalement inspirée par des principes économiques (logiques du marché et de la concurrence), plus de cinquante ans après le Traité de Rome, le social a réussi à se frayer une voie étroite. Le bilan n'est pas grandiose il est vrai. Mais il est des réalisations positives dont les plus significatives datent de la parenthèse dorée des années 1986-2003 : réforme des fonds structurels, mise en place d'un dialogue social à l'échelle européenne, adoption d'une charte des droits sociaux, invention de la méthode ouverte de coordination lors du sommet de Lisbonne en 2000 (fixation d'objectifs communs, échanges de bonnes pratiques, évaluations croisées), etc.

Au terme du bilan qu'il propose, Jean-Claude Barbier aboutit à une conclusion qui ne souffre guère d'ambiguïté : comparée à son volet économique, l'Europe sociale est à la traîne, et de loin. Comment expliquer ce retard ? Fortes de leurs prétentions au titre de savoir universel et normatif, les théories économiques d'inspiration néo-classique qui informent bon nombre des points de vue des élites politiques ne sont pas étrangères à ce décalage. Mais plus fondamentalement, explique Jean-Claude Barbier, c'est l'ignorance de la diversité culturelle qui freine la marche vers plus de social. Toute la seconde partie de l'ouvrage vise précisément à expliquer comment prendre au sérieux sociologiquement une telle diversité. L'objectif, plus encore, est de rendre raison des différences autrement que dans les termes d'un culturalisme qui, tel qu'il est mobilisé par certains chercheurs, ignore les hétérogénéités infranationales, durcit à outrance les oppositions entre sociétés et méconnaît les jeux d'influence et de contamination réciproques entre cultures nationales.

Au-delà de l'universalisme et du culturalisme

Fort d'un tel dessein, Jean-Claude Barbier passe d'abord en revue de nombreux travaux comparatifs qui ont connu un certain succès à leur heure : approches par le développement des années 1950, travaux sur l'effet sociétal au début des années 1980, typologies désormais classiques de la protection sociale (Richard Titmuss puis Gosta Esping-Andersen), écrits récents sur les variétés du capitalisme, etc. Le constat est sans appel : tous ces travaux peinent à rendre raison du fait culturel. Pour passer outre leurs difficultés, il convient d'éviter avant toute chose les impasses dans lesquelles se sont fourvoyés tous les protagonistes de la vieille querelle universalisme/culturalisme. À l'image des économistes orthodoxes, les universalistes pensent le monde au prisme unique du marché. Dans l'histoire européenne récente, de nombreux exemples révèlent les limites d'une telle façon de voir. Que l'on songe en particulier aux politiques des « bonnes pratiques » (la promotion des crédits d'impôt par l'OCDE à la fin des années 1990 par exemple) qui, au nom d'un standard jugé valide pour tous, imposent des réformes aux effets improbables dans des systèmes de protections sociales aux caractéristiques si différentes.

Mais comment éviter à l'inverse les apories du culturalisme radical ? La réponse offerte par Jean-Claude Barbier est avant tout d'ordre épistémologique. Les sciences sociales sont capables d'objectivation. Elles sont aptes à étayer empiriquement et rigoureusement des résultats solides. Le discours des sciences sociales n'est donc pas équivalent, quoiqu'en disent certains, aux conjectures des journalistes ou aux propos des hommes politiques. Pour donner

chaire à son affirmation, Jean-Claude Barbier suggère deux principes éthiques de base incontournables en matière de comparaisons internationales. Il faut d'abord, pour faire de la bonne science sociale, respecter l'Autre. Il convient ensuite de ne jamais défaillir dans la volonté d'établir des vérités objectives. En conséquence, le chercheur doit savoir se préserver des influences politiques si pesantes dans la définition des programmes d'étude financées au niveau européen. Certes, dira-t-on, voilà de sages résolutions. Mais comment passer des principes généraux à la pratique comparative effective ?

La réponse est proposée dans la troisième et dernière partie du livre. La clef en est la culture politique de chaque communauté nationale. Par culture politique, note Jean-Claude Barbier, il faut entendre les représentations collectives relatives aux principes et aux normes de fonctionnement concret des systèmes de protection sociale. Sur le plan des représentations, par exemple, la culture française n'a que peu à voir avec la culture anglaise. D'un côté de la Manche, les valeurs privilégiées sont celles de la solidarité professionnelle, de l'égalité formelle ou encore de la sécurité sociale ; de l'autre, priorité est donnée à l'universalisme du soutien minimal, à la tolérance aux grandes égalités ou encore au principe de *self-help*. Sur le plan institutionnel, les différences dans les modes de gestion de la solidarité, la pluralité des règles de négociation des conventions, les rôles joués par l'État dans chaque système de protection sociale sont révélateurs de l'importance des significations propres à chaque société.

Les mots, ajoutent Jean-Claude Barbier, sont les premiers dépositaires de ces cultures politiques si variées en Europe. Voilà pourquoi il importe tant, lorsque le sociologue mène l'enquête, qu'il leur accorde une solide attention. Il ne faut pas se laisser berner – Jean-Claude Barbier y insiste à nouveau – par les rapprochements rapides : « *Fairness* n'est pas l'équivalent du français *justice sociale*, ni de l'allemand *Gerechtigkeit* » (p. 212). Il faut aussi se défier du vocabulaire à usage international (*Workfare*, flexicurité, etc.) qui ignore les variétés culturelles, tronque les réalités nationales et permet d'imposer des schémas d'action souvent contestables.

Un préalable : le rapprochement des cultures

De ces considérations linguistiques qu'il place au cœur de sa réflexion, Jean-Claude Barbier tire les leçons pour son dernier chapitre. Afin de relancer l'Europe sociale, il ne suffit pas, comme on le fait souvent presque par réflexe, de vouloir renforcer une communication politique jugée défailante à l'endroit de citoyens décrits comme trop peu attentifs à l'action et

au message des élites. Il faut se garder également de toute tentation à l'uniformisation par l'économie et par le droit, et cela au mépris de la diversité persistante de la politique et de la culture. L'affaire de la directive dite « Bolkestein » rappelle à ce propos combien les conceptions du service public diffèrent toujours fortement d'un pays à l'autre et qu'elles ne sauraient s'infléchir soudainement à coup de nouvelles règles de droit. Alors, comment avancer ? Peu convaincu par l'option post-nationale telle qu'elle est défendue par Habermas, et plus critique encore à l'encontre des divers partisans d'un revenu minimum universel, Jean-Claude Barbier milite pour sa part en faveur du rapprochement des cultures. S'il est bien conscient que, pour relancer ainsi l'Europe sociale, c'est dans le temps long qu'il faut agir, Jean-Claude Barbier n'en indique pas moins des pistes d'action en cohérence avec ses propos précédents. Sur le plan éducatif, priorité doit être désormais donnée aux langues, aux sciences sociales historiques et aux humanités. Car « si la langue gît au fondement de toute activité politique, un idiome doit aussi être au fondement d'une activité politique authentiquement européenne qui ne se résume pas au fonctionnement stratégique de l'interétatisme "oligarchique" conduit par les élites administratives et politiques, tel qu'il existe depuis cinquante ans » (p. 251). On ne peut qu'acquiescer, mais au prix de la patience... À supposer en effet que l'on adopte pleinement pareille stratégie, le temps de la culture n'étant pas celui de l'économie ou du droit, la longue marche vers l'Europe sociale ne fait, on l'imagine, que commencer.

Comme on l'aura compris, l'ouvrage de Jean-Claude Barbier s'inscrit sur plusieurs registres à la fois. Le premier est sociologique. La thèse est claire et convaincante : parce que les systèmes de protection sociale sont historiquement constitutifs des communautés politiques nationales, on ne saurait s'étonner que l'Europe sociale marche à si petits pas. Ce résultat n'est pas simplement le produit de la consultation d'ouvrages savants et autres documents qui ressortissent à la littérature grise. Il est aussi le produit de vingt ans d'enquête auprès, pour l'essentiel, d'acteurs dotés de responsabilités nationales et internationales. Est-ce bien d'ailleurs ce public qui a été toujours et systématiquement privilégié ? C'est ainsi que l'on est porté à interpréter les notes où Jean-Claude Barbier évoque ses entretiens et ses observations. Au vrai, l'auteur ne s'explique pas ici sur les conditions du recueil de ses données. Il faut, pour s'en informer, consulter les publications antérieures de l'auteur vers lesquelles celui-ci renvoie systématiquement. Ma remarque n'est pas que de pure forme. Elle cache en réalité une question fondamentale. Pour analyser l'Europe sociale, peut-on, ainsi que le laisse penser Jean-Claude Barbier, cibler uniquement les élites ? Une sociologie de

l'Europe sociale n'appelle-t-elle pas aussi une analyse des effets concrets des dispositifs de protection sociale au plus près de la réalité quotidienne des citoyens, des acteurs régionaux et locaux ? Ne serait-ce pas là d'ailleurs un moyen pertinent de comprendre autrement ce que la diversité des cultures peut signifier ?

Ces interrogations mènent directement au second registre exploré par l'ouvrage, celui de la méthodologie comparative. Un point fort et original donne toute sa saveur au présent travail : l'inlassable mise en garde qu'adresse Jean-Claude Barbier quant à l'usage et au sens des mots. S'il est bien une leçon à tirer une fois le livre refermé, c'est la nécessité de prendre au sérieux le rôle structurant de la langue pour chaque communauté politique et donc l'importance de l'analyse en profondeur des significations partagées du vocabulaire mobilisé pour qualifier les principes et les outils de la protection sociale. À ce sujet encore, le lecteur aurait aimé en savoir plus sur les méthodes utilisées par Jean-Claude Barbier : en quelle langue effectue-t-il ses entretiens ? Comment les exploite-t-il ? Existe-t-il des méthodes privilégiées d'analyse de contenu au service de la comparaison internationale ? Que signifie concrètement sur le plan méthodologique le respect d'Autrui ? Donner à voir, dans ce domaine également, la méthode comparative en acte eût permis de persuader définitivement le lecteur de l'intérêt des principes proposés dans la seconde partie du livre. L'ouvrage s'inscrit enfin sur un registre politique. En prônant la priorité aux langues et à l'apprentissage réciproque des cultures, Jean-Claude Barbier se garde de prôner des recettes rapides et toutes faites. Loin, surtout, de sombrer dans le fatalisme ou le catastrophisme, il explore des pistes nouvelles. Il fournit de vrais arguments qui permettent d'espérer qu'un jour l'Europe sera l'espace du « bien vivre ensemble » par excellence. En cela aussi, parce qu'il indique l'horizon d'une utopie tangible, ce livre est une réussite.

Publié dans laviedesidees.fr, le 10 juin 2009

© laviedesidees.fr